

Transparence et secret dans les institutions culturelles : la communication, la diffusion et la réutilisation des documents et données administratifs et patrimoniaux

Orientation bibliographique

Célia Corbet

Adjointe à la responsable du centre de ressources documentaires Jean-Pierre Bady, Institut national du patrimoine

Orientation bibliographique réalisée pour les professionnels du patrimoine dans le cadre de la formation continue organisée par l'Institut national du patrimoine à Paris : « Transparence et secret dans les institutions culturelles : la communication, la diffusion et la réutilisation des documents et données administratifs et patrimoniaux », les 18, 19 et 20 mars 2026.

Elle n'a pas prétention à être exhaustive mais propose les références de quelques outils essentiels, faciles à se procurer, pour aider ces professionnels dans leurs missions.

*Les ouvrages et articles précédés d'un * sont consultables au centre de ressources documentaires Jean-Pierre Bady de l'INP.*

SOMMAIRE

1. Textes officiels de référence	2
2. Règlement général sur la protection des données (RGPD)	2
3. Communication des documents administratifs et patrimoniaux	3
3.1. Articles et ouvrages généraux	3
3.2. Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)	5
3.3. Communication des dossiers d'œuvres	6
3.4. Autorisations uniques, dérogations générales, exceptions, modalités particulières d'accès aux documents ou de publication (en vigueur)	6
3.5. Refus de communication	7
4. Droit d'auteur et droits voisins	8
5. Propriété intellectuelle	8
6. Réutilisation des documents administratifs et patrimoniaux	8
7. Diffusion sur Internet	9
7.1. Droit d'Internet.....	9
7.2. Open data	9
8. Sites web de référence	10

1. Textes officiels de référence

**Circulaires sur l'accès et la communicabilité des archives* [en ligne].

< https://francearchives.gouv.fr/fr/circulaires?es_archival_field=Communicabilit%C3%A9 > (consulté le 26 mars 2026)

**Code du patrimoine, articles L213-1 à L213-8 : communication des archives publiques* [en ligne].

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006074236/LEGISCTA000006159942?isSuggest=true#LEGISCTA000006159942> (consulté le 26 mars 2026)

**Délais de communicabilité prévus par le code du patrimoine* [en ligne].

<<https://francearchives.gouv.fr/fr/article/26287562>> (consulté le 26 mars 2026)

**Loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens* [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000028183023/2020-09-14/>> (consulté le 26 mars 2026)

**Pour une République numérique, Loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 : la circulation des données et du savoir : économie de la donnée : ouverture de l'accès aux données publiques* [en ligne].

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000033202746?tab_selection=all&searchField=ALL&query=loi+n%C2%B0+2016-1321+du+7+octobre+2016+&page=1&init=true> (consulté le 26 mars 2026)

**Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés* [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038528420/>> (consulté le 26 mars 2026)

**Le droit d'accès aux archives publiques* [en ligne].

<<https://francearchives.fr/fr/article/26287583>> (consulté le 26 mars 2026)

*SPRUNGARD Suzanne (dir.), *Code du patrimoine 2020-2021 : annoté et commenté*, 4^e éd., Paris, Dalloz, 2020, (coll. Codes Dalloz), 672 p.

2. Règlement général sur la protection des données (RGPD)

BANCK Aurélie, *RGPD : la protection des données à caractère personnel - 20 fiches pour réussir votre mise en conformité*, 5^e éd., Issy-les-Moulineaux, Gualino Éditeur, 2023, (coll. Droit en poche), 86 p.

CHARREYRON Laurent, HERVOCHON Chloé, PETIT Paul-Amandin, *Le RGPD dans les collectivités : se mettre en conformité et le rester*, Voiron, Territorial, 2022, (coll. Les essentiel, n° 324), 145 p.

CLUZEL-MÉTAYER Lucie, « La loi pour une République numérique : l'écosystème de la donnée saisi par le droit », *Actualité juridique - Droit administratif*, 2017, p. 340.

**E-mailing : comment être conforme au RGPD ?* [en ligne], Webrankinfo, 2018.

<<https://www.webrankinfo.com/dossiers/webmastering/emailing-rgpd>> (consulté le 26 mars 2026)

*FOUCAULT Jacques, PANHALEUX Loïc, RENAUD Dominique, *RGPD : le comprendre et le mettre en œuvre : (témoignages de responsables de traitement et référents à la protection des données personnelles)*, St Herblain, Éditions ENI, C 2024, (coll. DataPro), 378 p.

*MANZANO Frédéric, *RGPD simple et pratique : comprendre et appliquer le Règlement général sur la protection des données*, 2^e éd., Le Mans, Gereso édition, 2024, (coll. Hors collection), 223 p.

*MATTATIA Fabrice, *Manuel de survie du RGPD*, 3^e éd., Paris, Eyrolles, 2024, 149 p.

*RANQUET Marie ROELLY Aude, *RGPD : le rôle de l'archiviste*, Paris, Association des archivistes français, 2022, (coll. Les petits guides des archives), 96 p.

**RGPD (GDPR) annoté et commenté (avec index)* [en ligne], Association Française des Correspondants aux Données Personnelles (AFCDP), 2016, 122 p.

<<https://www.afcdp.net/Reglement-annote-et-commente-avec>> (consulté le 26 mars 2026)

*RICARD Bruno, *Le RGPD et les archives* [en ligne], 2018.

<<https://siafdroit.hypotheses.org/792>> (consulté le 26 mars 2026)

*STÉRIN Anne-Laure, *Le point sur les données à caractère personnel* [en ligne], 2017.

<<https://ethiquedroit.hypotheses.org/1717>> (consulté le 26 mars 2026)

*TEXIER Bruno, « Loi pour une République numérique : un premier bilan », *Archimag*, 2020, n° 339, p. 4.

3. Communication des documents administratifs et patrimoniaux

3.1. Articles et ouvrages généraux

À consulter



*« Archives et transparence, une ambition citoyenne : forum des archivistes, 3-5 avril 2019 », *Gazette des archives*, 2019-3, n° 255.

BLAIZOT-HAZARD Catherine, *NTIC, secret et droits fondamentaux : les NTIC face aux droits et libertés fondamentaux à travers le prisme du secret*, Paris, Institut universitaire Varenne, 2017, (coll. Colloques & essais), vol. 36, 150 p.

*BOUCHOUX Corinne, *Rapport d'information sur l'accès aux documents administratifs et aux données publiques : mission commune d'information* [en ligne], Paris, Sénat, 2014, (coll. Les rapports du Sénat, n° 589), 2 vol., 215 p. et 359 p.

<<https://www.senat.fr/rap/r13-589-1/r13-589-11.pdf>> (consulté le 26 mars 2026)

<<http://www.senat.fr/notice-rapport/2013/r13-589-2-notice.html>> (consulté le 26 mars 2026)

*CLAVERT Frédéric, DANIEL Johanna, RICARD Bruno et al., « Consulter, communiquer, diffuser, réutiliser les archives », *La Gazette des archives* [en ligne], 2017-1, n° 245, p. 119-154.

<https://www.persee.fr/issue/gazar_0016-5522_2017_num_245_1> (consulté le 26 mars 2026)

**Communiquer les documents : vade-mecum à l'usage des personnels des musées* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, 2013, 21 p.

<<https://www.culture.gouv.fr/thematiques/musees/pour-les-professionnels/conserver-et-gerer-les-collections/documenter-et-archiver-en-musee/Communiquer-les-documents-dans-un-musee-de-France>> (consulté le 26 mars 2026)

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme (dir.), EVEN Pascal, *La préservation des archives privées et l'intérêt public : mutations et ruptures* : actes du colloque international organisé par le Centre de recherches sur le

droit du patrimoine culturel et naturel (CECOJI, CNRS-Université de Poitiers / Université Paris-Sud 11) en collaboration avec les Archives de France (Ministère de la Culture et de la Communication), les 14-15 octobre 2010 à l'Université Paris-Sud 11, Faculté Jean Monnet à Sceaux, Paris, L'Harmattan, 2013, 285 p.

*CORNU Marie, FROMAGEAU Jérôme, MULLER Bertrand (dir.) et al., *Archives de la recherche : problèmes et enjeux de la construction du savoir scientifique*, Paris, L'Harmattan, 2014, 205 p.

*COUTURE Carol, LAJEUNESSE Marcel, « La communicabilité et la consultation des archives » et « La référence, l'authentification et la reprographie », In *L'archivistique à l'ère du numérique : les éléments fondamentaux de la discipline*, Québec, Presses de l'université du Québec (PUQ), 2014, p. 66-85.

*CRENN Gaëlle, « Rhétorique de la transparence et légitimité muséale : à propos de trois expositions d'ethnologie », *Quaderni, Dossier spécial : Secret et pouvoir : les faux-semblants de la transparence* [en ligne], 2003, n° 52, p. 93-103.

<www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2003_num_52_1_1583> (consulté le 26 mars 2026)

GARIN Aurore, *Le droit d'accès aux documents : en quête d'un nouveau droit fondamental dans l'Union européenne*, texte actualisé de la thèse de doctorat 2014 en Droit communautaire, Paris 2 et Université de Genève, Paris, Éditions Pedone, 2017, 576 p.

*JUANALS Brigitte, MINEL Jean-Luc (dir.), BERETTA Francisco et al., *Enjeux numériques pour les médiations scientifiques et culturelles du passé*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2017, 209 p.

*LEMAY Yvon, KLEIN Anne, « La diffusion des archives ou les 12 travaux des archivistes à l'ère du numérique », *Les Cahiers du numérique* [en ligne], 2012/3, vol. 8, p. 15-48.

<<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-du-numerique-2012-3-page-15.htm>> (consulté le 26 mars 2026)

*MALLET Jeanne, Les dérogations générales [en ligne], 2018.

<<https://siafdroit.hypotheses.org/764>> (consulté le 26 mars 2026)

*MALLET Jeanne, « Les dérogations générales : mesures à étendre ou mesures exceptionnelles ? », In « Archives et transparence, une ambition citoyenne : forum des archivistes, 3-5 avril 2019 », *Gazette des archives*, 2019-3, n° 255, p. 215-228.

*MALLET Jeanne, BEDAGUE Jean-Charles, « Je communique, donc je diffuse ? Nouveaux enjeux en contexte numérique », *Actes du Forum des archivistes « Méta/morphoses » Troyes, 30 mars-1^{er} avril 2016* [en ligne].

<<http://forum2016.archivistes.org/blog/2016/01/13/intervention-je-communique-donc-je-diffuse-nouveaux-enjeux-en-contexte-numerique/>> (consulté le 26 mars 2026)

*MONNIER Sophie, FIORENTINO Karen (dir.), LEMOINE Hervé, *Le droit des archives publiques, entre permanence et mutations : actes du colloque tenu à Dijon en juin 2013*, Paris, L'Harmattan, 2014, 300 p. (numéro spécial de la *Gazette des archives*, n° 234, 2014-2, traité en monographie).

*NOUGARET Christine, *Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique : rapport à Madame Audrey Azoulay, ministre de la Culture et de la Communication, 24 mars 2017* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, Conseil supérieur des Archives, 2017, 53 p.

<https://francearchives.gouv.fr/file/b0d6555950508ab637adb10ece33d381644d6d37/2017_03_24_RAPP_ORT_DEFINITIF_NOUGARET.compressed.pdf> (consulté le 26 mars 2026)

PAQUIENSEGUY Françoise (dir.), *Accès, territoires, citoyenneté, des problématiques info-communicationnelles*, Paris, Éditions des Archives contemporaines, 2016, 141 p.

*RANQUET Marie, « Le droit d'accès, comment ça marche ? » In *Droit(s) des archives* [en ligne], 2015.

<<https://siafdroit.hypotheses.org/266>> (consulté le 26 mars 2026)

*ROCHE Nicholas, « From top secret to publicly disclosed: engaging with NATO's declassified records », *Comma*, vol. 2015, Issue 2, 2017, p. 55-65.

*ROUGE-DUCOS Isabelle, ALBIN-PORTIER Nathalie, GRIMOÛARD (de) Claire Sibille, *La revendication des archives publiques : vademecum* [en ligne], Paris, service interministériel des Archives de France, Ministère de la Défense ; Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Conseil des ventes volontaires, 2016, 149 p.
<https://francearchives.fr/file/cd19a20ed77581bd2fc3301a1d176c21cfdde0e7/static_9513.pdf> (consulté le 26 mars 2026)

*SERVAIS Paul, MIRGUET Françoise (dir.), MÜLLER Bertrand, *L'archiviste dans quinze ans : nouvelles attentes, nouvelles responsabilités, nouveaux défis*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia, 2015, 265 p.

*TEXIER Bruno, « Emmanuel Macron facilite l'accès aux archives classifiées de plus de cinquante ans », *Archimag*, 2021, n° 343, p. 4.

VIROT-LANDAIS Aurélie, « Jeu d'équilibre entre droit d'accès aux documents administratifs, respect du droit moral de divulgation des agents publics et préservation de l'identité des acteurs de la lutte contre les dérives sectaires », *La Semaine Juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2018, n° 12, p. 208.

*ZETLAOUI Tiphaine, « Les mirages technologiques de la transparence administrative », In *Quaderni, dossier spécial : Secret et pouvoir : les faux-semblants de la transparence* [en ligne], 2003, n° 52, p. 67-76.
<www.persee.fr/doc/quad_0987-1381_2003_num_52_1_1581> (consulté le 26 mars 2026)

Voir aussi

**Diffusion de contenus culturels : quels droits, quelles démarches ?* [en ligne], Ministère de la Culture, 2020.
<<https://www.culture.gouv.fr/droitsdediffusion/>> (consulté le 26 mars 2026)

3.2. Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)

**Connaître la loi CADA, grâce au « simulateur » - un outil d'aide pour les administrations et d'information pour les demandeurs sur le caractère communicable des documents administratifs* [en ligne].
<<https://www.cada.fr/connaître-la-loi-cada>> (consulté le 26 mars 2026)

GABAYET Nicolas, « Open Data et loi CADA : la primauté du droit de réutilisation des bases de données publiques sur le droit de propriété », *La Semaine Juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2017, n° 41, p. 2241.

**Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA, portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal* [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000339241>> (consulté le 26 mars 2026)

*RANQUET Marie, « Le droit d'accès, comment ça marche ? » In *Droit(s) des archives* [en ligne], 2015.
<<https://siafdroit.hypotheses.org/266>> (consulté le 26 mars 2026)

Consulter également

*Rapports d'activité [en ligne], Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).
<<https://www.cada.fr/lacada/rapports-d-activites>> (consulté le 26 mars 2026)

3.3. Communication des dossiers d'œuvres

*Enjeux et pratiques documentaires en conservation-restauration. Perspectives pour la recherche : actes des journées d'études organisées par l'Association des restaurateurs d'art et d'archéologie de formation universitaire (ARAAFU) et le Centre de recherche en préservation des biens culturels (CRPBC), à Paris (INHA), les 14 et 15 octobre 2010, Paris, ARAAFU, 2012, (coll. Conservation-restauration des biens culturels - Cahier technique, n° 19).

- CRÉTIN Joëlle, DESGREZ Christine, « La dématérialisation du dossier de restauration au C2RMF », p. 35-36.
- NYEBORG Pierre-Emmanuel, RAYNAUD Clémence, « De la documentation aux archives : l'évaluation du fonds de la section restauration au C2RMF et ses enjeux », p. 37-41.

*MERLEAU-PONTY Claire (dir.), *Documenter les collections de musées : investigation, inventaire, numérisation et diffusion*, Paris, La Documentation française, 2014, (coll. Musées-Mondes), 228 p.

- JOUYS BARBELIN, Corinne, « Dossier d'œuvre et dossier de régie d'œuvre. Constitution et communicabilité », p. 57-74.
- BOUJOT, Sandra. « État de la documentation au musée Rodin : dossier d'œuvre et dossier documentaire sur l'œuvre », p. 93-98.

*RIZZA Maryse, « Document et musée : du discours sur l'œuvre à la médiation culturelle », *Documentaliste - Sciences de l'information*, 2014, n° 2, vol. 51, p. 28-69.

*RIZZA Maryse, « La numérisation du dossier d'œuvre : enjeux organisationnels pour les musées », *Culture et musées*, 2014, n° 22, p. 25-45.

3.4. Autorisations uniques, dérogations générales, exceptions, modalités particulières d'accès aux documents ou de publication (en vigueur)

*Accès aux archives publiques de la période 1940-1945 [en ligne], 1997.

<<https://francearchives.gouv.fr/fr/file/c0202ea22195a3f1a2428472a543141d30979285/AD-DEP-1993.pdf>> (consulté le 26 mars 2026)

*Arrêté du 28 mai 2014 fixant les modalités de consultation par les électeurs des éléments des déclarations de situation patrimoniale des membres du Parlement définis à l'article LO 135-2 du code électoral [en ligne].
<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029045271>> (consulté le 26 mars 2026)

*Arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale [en ligne].
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000043927082> (consulté le 26 mars 2026)

*Autorisation unique de traitements de données à caractère personnel contenues dans des informations publiques aux fins de communication et de publication par les services d'archives publiques (décision d'autorisation unique AU-029 de la CNIL [en ligne], 2012.

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000025753449>> (consulté le 26 mars 2026)

*Communications accordées aux officiers publics et ministériels, aux généalogistes professionnels et (dans certains cas) aux particuliers [en ligne], 1991.

<https://francearchives.fr/fr/circulaire/AD_91_9> (consulté le 26 mars 2026)

*Communication par dérogation des documents d'archives publiques relatifs à la Seconde guerre mondiale [en ligne], 2010.

<<https://www.legifrance.gouv.fr/download/pdf/circ?id=31139>> (consulté le 26 mars 2026)

*Décret n° 2014-950 du 21 août 2014 relatif à l'accès aux informations fiscales à des fins de recherche scientifique prévu par l'article L. 135 D du livre des procédures fiscales [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2014/8/21/FCPE1327431D/jo/texte>> (consulté le 26 mars 2026)

*Déclaration à la CNIL des fichiers informatisés conçus par les cercles généalogiques [en ligne], 1993.

<https://francearchives.gouv.fr/fr/circulaire/AD_2217> (consulté le 26 mars 2026)

*Mise en œuvre de la procédure d'accès anticipé par dérogation aux délais de communicabilité des archives publiques [en ligne], 2021.

<https://francearchives.gouv.fr/fr/file/9f9a6b73625e57c5aabc8bb768ddc91dc0ee4af1/DGPA_SIAF_2021_007.pdf> (consulté le 26 mars 2026)

*Données ouvertes de l'Observatoire des dérogations (2021-2024) [en ligne], 2025.

<<http://francearchives.gouv.fr/fr/article/599778100>> (consulté le 26 mars 2026)

*Facilité d'accès aux archives accordées aux membres de la commission d'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur sous l'Occupation [en ligne], 2001.

<<https://francearchives.fr/fr/file/c7549d5816b62d4eaf3a2430edb88e5f4f627a2b/ad-dep-465.pdf>> (consulté le 26 mars 2026)

*Formulaire de demande de dérogation [en ligne], 2018.

<<https://francearchives.fr/fr/article/26287579>> (consulté le 26 mars 2026)

*Loi n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement (1). Chapitre IV : Dispositions relatives aux archives intéressant la défense nationale (Article 25)

<<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876100>> (consulté le 26 mars 2026)

*La mise en ligne par les services d'archives [en ligne], 2022.

<<https://francearchives.gouv.fr/fr/article/26287560#:~:text=Les%20d%C3%A9lais%20pr%C3%A9vus%20par%20la%20naissance%20avec%20mentions%20marginales>> (consulté le 26 mars 2026)

*Observatoire des dérogations (2002-2020) [en ligne], 2023.

<<https://francearchives.gouv.fr/fr/article/38082>> (consulté le 26 mars 2026)

*Procédure d'accès à l'état civil de moins de soixante-quinze ans par les généalogistes professionnels [en ligne], 2018.

<<https://francearchives.fr/fr/article/88401718>> (consulté le 26 mars 2026)

*La procédure de demande de dérogation [en ligne], 2024.

<<https://francearchives.fr/fr/article/26287581>> (consulté le 26 mars 2026)

*RAPOSO Luis, LE HÉNAFF Claire, O'HANIAN Hunter et al., *Les exceptions au droit d'auteur aux États-Unis et en Europe = Copyright flexibilities in the US and EU : comment l'utilisation du fair use et des autres exceptions aident les musées à accomplir leurs missions = How fair use and other flexibilities are helping museums to fulfill their mission : rencontre-information session, musée des Arts et Métiers, Paris, 6 juin 2017* [en ligne], Paris, Comité national français de l'ICOM, 2018, 52 p.

<<https://www.icom-musees.fr/sites/default/files/2018-10/Publication%20Les%20exceptions%20au%20droit%20d%27auteur.pdf>> (consulté le 26 mars 2026)

3.5. Refus de communication

CHIFFLOT Nicolas, « Motifs justifiant un refus de communication d'un document administratif », *Procédures*, 2018, n° 1, p. 30.

ÉVEILLARD Gweltaz, « Les motifs pertinents du refus de communication d'un document administratif », *Droit administratif*, 2018, n° 3, p. 14.

4. Droit d'auteur et droits voisins

CARON Christophe, « Quand le Code des relations entre le public et l'administration s'intéresse au droit d'auteur », *Communication - Commerce électronique*, 2018, n° 2, p. 8.

Code de la propriété intellectuelle 2024, commenté par Jean-Michel BRUGUIÈRE, 25^e éd., Paris, LexisNexis, 2023, 2850 p.

FRANÇOIS Stanislas, « Le droit d'auteur de l'agent public : réflexions à propos de l'arrêt CE 15 oct. 2014 », *La Semaine juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2015, n° 14, p. 2091.

5. Propriété intellectuelle

*ANTONS Christoph, LOGAN William (ed.), VRDOLJAK Ana Filipa et al., *Intellectual property, cultural property and intangible cultural heritage*, Abingdon, Routledge, 2018, 263 p.

AZZI Tristan, « Open data et propriété intellectuelle : état des lieux au lendemain de l'adoption de la Loi pour une République numérique », *Recueil Dalloz*, 2017, n° 11, 583 p.

BERNAULT Carine, « Ouverture des données publiques et propriété intellectuelle », In *Congrès " Propriété intellectuelle et données dans l'univers numérique "*, octobre 2017, Rennes, France.

*BERNAULT Carine, « La propriété intellectuelle des musées et le droit de l'Union européenne », In *Européanisation et internationalisation du droit des musées : actes du colloque organisé le 8 juin 2015 au Petit Palais par le CEDIN, le CDPC, DCS, l'IRDPC et le musée du Louvre*, Paris, Pedone, 2017, p. 197-214.

**Décret n° 2015-506 du 6 mai 2015 pris pour l'application des articles L. 135-7, L. 212-3-1 et L. 212-3-3 du code de la propriété intellectuelle* [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030555935>> (consulté le 26 mars 2026)

*FROCHOT Didier, *Propriété intellectuelle et droit de l'information et de la communication en pratique*, Voiron, Territorial éditions, 2023, (coll. Dossier d'experts : Affaires générales et réglementations, n° TDE 517A), 304 p.

*GAUTIER Pierre-Yves, BLANC Nathalie *Droit de la propriété littéraire et artistique*, 2^e éd., Paris-La-Défense, LGDJ, 2023, 754 p.

MALWÉ Claire, « La répartition des droits de propriété intellectuelle entre l'administration et ses agents », *Actualité juridique - Droit administratif*, 2017, n° 36, p. 2050.

**Programme national de numérisation et de valorisation des contenus culturels : guide de bonnes pratiques en matière de propriété littéraire et artistique* [en ligne], version 1, 2017, 16 p.

<<https://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Innovation-numerique/Folder/Livrables-GT-Numerisation/Guide-de-bonnes-pratiques-en-matiere-de-propriete-litteraire-et-artistique>> (consulté le 26 mars 2026)

6. Réutilisation des documents administratifs et patrimoniaux

BOURGEOIS Matthieu, BOUNEDJOUR Amira, « Les apports de la loi pour une République numérique en matière d'accès et de réutilisation d'informations publiques », *La Semaine juridique - Administrations et Collectivités territoriales*, 2016, n° 48, p. 2307.

*Code des relations entre le public et l'administration, livre III : l'accès aux documents administratifs et la réutilisation des informations publiques [en ligne], 2015.

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000031367685&cidTexte=LEGITEX000031366350>> (consulté le 26 mars 2026)

*Décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 [en ligne].

<<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000265304>> (consulté le 26 mars 2026)

*Licences de réutilisation par les administrations [en ligne].

<<https://www.data.gouv.fr/fr/licences>> (consulté le 26 mars 2026)

MORALES Martin, « La réutilisation des données publiques : le cas particulier de la culture », *Revue française de droit administratif*, 2018, p. 39.

*La réutilisation des archives publiques [en ligne], 2025.

<<https://francearchives.gouv.fr/fr/article/28204488>> (consulté le 26 mars 2026)

7. Diffusion sur Internet

7.1. Droit d'Internet

*DONNAT Francis, *Droit européen de l'Internet : réseaux, données, services (à jour du RGPD)*, Issy-les-Moulineaux, 2018, (coll. Systèmes. Pratique), 207 p.

*FÉRAL-SCHUHL Christiane, *Cyberdroit : le droit à l'épreuve de l'Internet*, 8^e éd., Paris, Dalloz, 2020, (coll. Praxis Dalloz), 1900 p.

*PACIOS Ana R., LA TORRE MERINO José Luis, « Spanish historic archives' use of websites as a management transparency vehicle », *Archival Science* [en ligne], 2018, vol. 18, issue 2, 185-205 p.

<<https://link.springer.com/article/10.1007%2Fs10502-018-9291-x>> (consulté le 26 mars 2026)

7.2. Open data

*CLUZEL-METAYER Lucie (dir.), « Dossier : Les données publiques - Public data », *Revue française d'administration publique*, 2019, n° 167, 275 p.

*Coalitions: *Making open access a reality by 2020: a declaration commitment by public research funders* [en ligne], Scienceeurope, 09/2018.

<<https://www.scienceeurope.org/coalition-s/>> (consulté le 26 mars 2026)

*Feuille de route open data [en ligne], 2020.

<<https://www.culture.gouv.fr/thematiques/innovation-numerique/actualites/Feuille-de-route-open-data2>> (consulté le 26 mars 2026)

*JEAN Benjamin, KASSEM Laure, *L'ouverture des données publiques : nouvelles obligations et nouveaux acteurs : livre blanc version 1.0* [en ligne], Paris, Inno'vent, 2017, 33 p.

<<https://shs.hal.science/halshs-02279536/document>> (consulté le 26 mars 2026)

*KOBBER Vincent, *Open data et collectivités territoriales : réussir sa démarche data*, Voiron, Territorial Éditions, 2021, (coll. Dossier d'experts. Gouvernance & administration, n° 898), 175 p.

**Licence Creative Commons 4.0 BY SA (CC BY 4.0), pour les œuvres* [en ligne].
<<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>> (consulté le 26 mars 2026)

*MANŒUVRE Laurent, « Numérique et nouveaux enjeux pour le patrimoine », *La Lettre de l'OCIM* [en ligne], 2015, n° 162, p. 63-65.
<<https://doi.org/10.4000/ocim.1609>> (consulté le 26 mars 2026)

*MANŒUVRE Laurent, *Réutilisation et open data : l'état de la réflexion dans les musées* [en ligne], 2015, 6 p.
<<https://siafdroit.hypotheses.org/files/2015/01/Intervention-Laurent-Manoeuvre.pdf>> (consulté le 26 mars 2026)

**Ouverture des données publiques culturelles : guide pratique* [en ligne], Paris, Ministère de la Culture, Secrétariat général, Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation, Département de l'innovation numérique, 2019, 32 p.
<<https://www.culture.gouv.fr/Media/Thematiques/Innovation-numerique/Folder/Guide-pratique-dedie-a-l-ouverture-des-donnees-publiques-culturelles>> (consulté le 26 mars 2026)

**Publier une réutilisation* [en ligne], Datagouv, la plateforme des données publiques françaises.
<<https://guides.data.gouv.fr/reutilisations/publier-une-reutilisation>> (consulté le 26 mars 2026)

8. Sites web de référence

Accès aux documents administratifs
<<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2467>> (consulté le 26 mars 2026)

Archives nationales
<<https://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/>> (consulté le 26 mars 2026)

Association française des correspondants aux données personnelles (AFCDP)
<<https://www.afcdp.net/>> (consulté le 26 mars 2026)

Bureau de la propriété intellectuelle (BDPI)
<<https://www.culture.gouv.fr/nous-connaître/organisation-du-ministère/le-secretariat-général/service-des-affaires-juridiques-et-internationales-saji/bureau-de-la-proprieté-intellectuelle-bdpi>> (consulté le 26 mars 2026)

Catalogue collectif des bibliothèques des musées nationaux (catalogue géré par le Centre de recherche et de restauration des musées de France-C2RMF)
<<https://ccbmn.culture.gouv.fr/>> (consulté le 26 mars 2026)

*Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)
<<https://www.cada.fr/>> (consulté le 26 mars 2026)

*Centre d'accès sécurisé aux données (CASD)
<<https://www.casd.eu/>> (consulté le 26 mars 2026)

*Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)
<<https://www.cnil.fr/professionnel>> (consulté le 26 mars 2026)

Datasetsearch, le nouveau moteur de recherche de Google, dédié à l'open data (couvre les données publiques produites par différentes institutions gouvernementales à travers le monde, y compris les françaises).

<<https://toolbox.google.com/datasetsearch>> (consulté le 26 mars 2026)

Étalab, mission faisant partie de la Direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État (DINSIC) pour la protection des données personnelles

<<https://www.data.gouv.fr/organizations/etalab>> (consulté le 26 mars 2026)

FranceArchives : Portail national des archives

<<https://francearchives.gouv.fr/>> (consulté le 26 mars 2026)

Institut de recherche en propriété intellectuelle (IIRPI)

<<http://www.irpi.fr>> (consulté le 26 mars 2026)

OpenDataFrance, association ayant pour but la promotion de l'open data

<<https://opendatafrance.fr/>> (consulté le 26 mars 2026)

Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)

<<https://www.wipo.int/portal/fr/index.html>> (consulté le 26 mars 2026)

Plateforme ouverte du patrimoine (POP) ; fait des données patrimoniales un bien commun

<<https://beta.gouv.fr/startups/pop.html>> (consulté le 26 mars 2026)

Portail de la modernisation de l'action publique

<<https://www.modernisation.gouv.fr/>> (consulté le 26 mars 2026)

Protection des données dans l'UE

<https://commission.europa.eu/law/law-topic/data-protection/legal-framework-eu-data-protection_en?prefLang=fr> (consulté le 26 mars 2026)

Consulter également les autres bibliographies de l'INP

**Droit des images* [en ligne], préparée par le centre de ressources documentaires Jean-Pierre Bady du département des conservateurs de l'INP, 2025, 5 p.

<<https://mediatheque-numerique.inp.fr/documentation-pedagogique/orientations-bibliographiques/droit-images>> (consulté le 26 mars 2026)

**Droit de la culture - Droit du patrimoine* [en ligne], préparée par le centre de ressources documentaires Jean-Pierre Bady du département des conservateurs de l'INP, 2025, 17 p.

<<https://mediatheque-numerique.inp.fr/documentation-pedagogique/orientations-bibliographiques/droit-culture-droit-patrimoine>> (consulté le 26 mars 2026)

Droits d'auteur

© Institut national du patrimoine
